



Industrie du logiciel libre ou artisanat ?

La semaine dernière, j'ai été contacté par Cédric Ingrand qui souhaitait me voir intervenir dans son émission « Plein Ecran » de LCI au sujet de l'actualité des logiciels libres, entretenue par la manifestation « Paris Capital du Libre » qui avait lieu la même semaine. J'y suis allé. L'enregistrement avait lieu le vendredi après-midi pour une diffusion le samedi suivant avec 15 minutes pour diffusion TV et l'équivalent pour une diffusion Web. Le débat avait lieu avec Alexandre Zapolski, PDG de la SSSL Linagora et organisateur de « Paris Capitale du Libre », Tristant Nitot, Président de Mozilla Europe, et Emmanuel Paquette, journaliste aux Echos. Chaque tranche de 15 minutes étant coupée par un reportage d'environ 5 minutes, autant dire qu'il restait peu de temps pour permettre à ce petit monde de s'exprimer. Et j'en suis ressortit un peu frustré aux entournares, comme de nombreux spécialistes qui ont l'occasion de s'exprimer pour le petit écran. Heureusement, le blog est là et permet de poursuivre le débat sous une autre forme, plus dense et argumentée.

Pourquoi poursuivre le débat ? Parce que cette émission était un peu trop béatement enthousiaste sur l'impact économique du logiciel libre. Tant dans les reportages, telle cette installation d'Ubuntu qui avait l'air aussi simple que celle de Picasa sous Windows et ressemblait à une vidéo de télé-achat à la Bellemarre, qu'avec les intervenants. Mais bon, que ce phénomène souvent dénoncé lorsqu'il favorise les éditeurs commerciaux se retrouve dans les logiciels libres ne devrait pas être surprenant.

Vous pouvez visionner cette émission par téléchargement en MPEG4 avec la **première partie** et la **seconde partie**, et également sous forme de streaming sur LCI.fr.

Alors, sur ces entrefaits, voici sur quoi je voulais donc revenir...

Les logiciels libres créeraient des dizaines de milliers d'emploi

Le point de Cédric Ingrand était que le logiciel libre était devenu du « big business ». Alexandre Zapolski mettait ainsi en avant les quelques dizaines de milliers d'emplois créés par les logiciels libres et un taux de croissance de ces emplois de plus de 70%. Le Syntec **estime** quant à lui le marché des services autour du libre à 540m€ et à 1,4% du total et devrait croître de 50% en 2007.

Ces données me semblent en fait bien sous-estimées ! Le secteur informatique représente en France plus de 600000 emplois, dont une grosse moitié dans les sociétés de services. Comme la part de marché des logiciels libres dans les serveurs est d'environ 27% et que les activités de services autour des serveurs et applications associées, en particulier dans les domaines Internet et Intranet, sont en pleine effervescence, il n'est pas absurde d'évaluer le poids des logiciels libres à environ le quart du marché des services, soient près de 75000 emplois, sans compter le côté des entreprises et des fournisseurs de technologies. Mais il s'agit essentiellement d'un marché de services informatiques.

Mais le marché des services informatiques ne croit pas de 70% par an! Il a cru de 6,5% en 2006, toujours d'après le Syntec, et ces chiffres sont souvent légèrement surestimés. Les logiciels libres ne sont donc

pas créateurs **nets** d'emploi à hauteur de +50%. Une grande part des emplois autour des logiciels libres sont le résultat de transferts entre technologies. La première affectée : Unix dont l'essentiel des activités et compétences, courantes dans les serveurs d'application, ont migré vers le libre et Java. Seconde technologie affectée : Novell Netware, qui a progressivement perdu du terrain ces 15 dernières années au profit des serveurs Microsoft et de Linux. Et Novell est maintenant focalisé sur Linux. Troisième victime: Windows Server et ce qui va autour. Même si cela ne s'est pas traduit en pertes nettes pour Microsoft, l'avancée du libre a au moins ralenti la croissance de Microsoft dans les serveurs. En particulier dans le secteur public qui lui est devenu particulièrement hostile. Et d'après le Syntec, la croissance des services informatiques en France est liée à *“la recrudescence des projets de transformations dans les entreprises, [...] d'une demande accrue pour des projets liés au règlementaire et aux fusions & acquisitions. Parmi les métiers les plus dynamiques figurent le Conseil, l'Infogérance applicative (en particulier la TMA) et les logiciels embarqués”*. Et donc pas vraiment aux logiciels libres, même si on en trouve bien enfouis dans les systèmes embarqués.

Si les logiciels libres créaient de façon nette plus d'emplois que la croissance du marché informatique, cela voudrait dire que ces derniers sont plus consommateurs de services que les logiciels commerciaux qu'ils remplacent et qu'au final, la facture pour les clients s'en ressentirait (les budgets services sont environ cinq à dix fois plus grands que les budgets licences). Cela alimenterait le discours de Microsoft selon lequel le « Total cost of ownership » des logiciels libres en entreprise est supérieur à celui des logiciels commerciaux. Or ce n'est pas nécessairement le cas...

La croissance d'emploi générée par le libre est donc pour moi un argument économique aussi déplacé que ces études de Microsoft commandées à IDC dans le monde qui chiffraient les milliers d'emplois créés par Windows Vista au moment de son lancement en novembre dernier.

Ceci étant, si la part de marché de Linux dans les serveurs s'est relativement stabilisée en France, tout comme sur les postes de travail où elle plafonne à environ 3% en unités (en nouvelles machines), les scénarios d'utilisation des logiciels libres se diversifient. Ils touchent de plus en plus les Intranet de partage d'information (notamment avec l'émergence des Wikis en entreprise) et les messageries, au-delà des scénarios traditionnels autour de la sécurité, du Web. Nombre de serveurs d'applications métier tournent également sur des plates-formes alliant Linux et les middlewares Java.

Bref, s'il y a bien des emplois autour du libre, mais il ne s'en crée pas autant que les partisans du libre l'indiquent en valeur nette. D'autant plus que les emplois informatiques ne sont pas simplement classifiables en « logiciels libres » ou « logiciels commerciaux ». Il y a des métiers : développeurs, administrateurs réseaux, architectes, chefs de projets et des secteurs d'activité (finance, industrie, etc) avec des compétences propres qui sont relativement indépendantes des technologies employées.

Il faudrait créer un pôle de compétitivité des logiciels libres

C'est un thème cher à Alexandre Zapolski qu'il promeut depuis longtemps et avait relayé auprès des candidats à l'élection présidentielle au travers de son association l'ASS2L (Association des Sociétés de Services en



logiciel libre). J'ai sur ce point une réserve liée au fait que la majeure partie des acteurs du libre en France sont des sociétés de service. Au minimum, ce sont des SSII dans le modèle économique. En effet, la majeure partie des éditeurs de logiciels libres ne commercialisent pas des licences logicielles, mais plutôt des prestations de services de déploiement et de maintenance de ces logiciels. Ce modèle économique présente la caractéristique d'être peu « scalable ». A savoir que la marge dégagée n'augmente quasiment pas avec le volume d'activité. Contrairement à l'édition de logiciel proprement dite et à de nombreuses activités industrielles où les investissements en R&D sont amortis par le volume de vente, et dans le cas de l'industrie, où les risques industriels au niveau fabrication sont maintenant réduits du fait de sa sous-traitance et/ou de sa délocalisation.

Les SSLL et les éditeurs de logiciels libres français sont souvent des entreprises de proximité, elles n'exportent pas, ou presque pas. Leur marketing est donc souvent limité, comme l'est celui des SSII. Les grandes SSII françaises qui ont une activité internationale comme CapGemini présentent moins d'intérêt pour la balance commerciale de la France que les éditeurs logiciels, même moins nombreux. En effet, l'essentiel de leur valeur ajoutée se traduisant en salaires locaux, les sièges rapatrient peut de marge alors que les éditeurs de logiciels décentralisent moins leur R&D en général et ont des coûts des ventes locaux bien plus faibles que la délivrance de services des SSII. Résultat, les éditeurs de logiciels qui exportent rapportent plus à leur pays d'origine que les SSII.

La poussée du libre en France relève par ailleurs plus d'une logique d'acheteurs, interne au pays, poussée notamment par le secteur public. Cette logique de marché intérieur – qui n'est pas spécifique à la France – n'encourage pas non plus à la création de business à échelle mondiale.

On objectera que de grands acteurs du libre se sont créés dans le monde. Il y a effectivement RedHat (US), MySQL (suède), et... bien, plus grand monde qui fasse plus de \$100m de chiffre d'affaire. Malgré la poussée du libre, il n'y a qu'une poignée d'éditeurs de logiciels libres dans le Top 200 des éditeurs mondiaux. Et il n'y a aucun français. Alors que nous avons tout de même Business Objects (certes maintenant plus nord-américain que français) et Dassault Systèmes, qui sont dans le Top 50 mondial. Pourquoi donc ? Je pense que c'est justement lié à cette culture du service française et à la difficulté des sociétés du libre à se développer à l'échelle mondiale. Nous avons Mandriva, mais après des déboires nombreux et malgré sa **recapitalisation récente** et très risquée par Occam Capital, il n'est pas évident qu'ils aillent bien loin face à RedHat, Novell et autres Ubuntu. Finalement, cette force française avec ses « grandes SSII » a créé une culture qui est une faiblesse de l'industrie informatique française. Dans les années 80, les SSII éditaient des logiciels : ateliers de génie logiciels, logiciels d'entreprises, etc. Et elles ont abandonné ces activités pour se recentrer sur les services. Nos grands fleurons du service sont en fait notre talon d'Achille. Ils ont drainé les compétences, et cela s'est en partie fait au détriment d'une culture industrielle du logiciel.

Il n'y a cependant rien d'inéluctable et rien n'empêche des entrepreneurs audacieux de conquérir le monde avec des logiciels libres. Certaines acquisitions comme chez Idealex ou Linagora visent à élargir leur porte-feuille logiciel. Encore faut-il qu'ils ne décident pas, comme l'a fait Marc Fleury, le fondateur de JBOSS racheté par

RedHat, d'aller s'installer aux USA !

S'il fallait encourager les pôles de compétitivité (dont la formule reste douteuse sur de nombreux aspects), il faudrait le faire sur le logiciel en général. Les logiciels sont incontournables dans les TIC. On les trouve partout : dans le matériel comme les set-top-boxes ou les voitures, dans les composants, dans les services Internet qui présentent lorsqu'ils tournent bien d'énormes économies d'échelle, dans les contenus comme les jeux, et vendus comme tels. Les logiciels libres intégrés ou pas dans ces différentes incarnations ne sont qu'une forme, qu'un modèle économique. Mais il n'est pas exclusif. D'autant plus que contrairement aux idées reçues, la différence entre un logiciel libre de niche (les plus nombreux) et les logiciels commerciaux est minime. Souvent, leur communauté de développeurs est quasiment réduite aux créateurs du logiciel. Et les bénéfices d'ouverture du code source et le développement communautaire sont plus des arguments marketing qu'une réalité terrain. Et qui dit compétitivité dit exportations, pas service de proximité.

Mais il existe déjà des pôles de compétitivité autour des logiciels, notamment autour du jeu à Lyon, des systèmes complexes et du multimédia dans la région parisienne. Les logiciels libres peuvent facilement s'y greffer si cela fait sens. Encore une fois, je me demande comment les sociétés du libre pourraient réellement améliorer la position de la France en matière de balance commerciale dans l'informatique au regard de ce que font les éditeurs traditionnels. S'il y avait un choix à faire, je privilégierais plutôt la création d'un pôle autour de l'Internet plutôt qu'autour du libre. Sachant que le libre en bénéficierait indirectement puisque de nombreux services Internet profitent du libre. Mais comme outil, pas comme business model.

Bref, prenons garde de ne pas faire de la politique industrielle à la va-vite !

Impact de la concurrence sur les prix

La question posée concernait l'impact de la concurrence des logiciels libres sur le prix des logiciels commerciaux. Et les pratiques de Microsoft dans certains pays dits « en voie de développement » étaient brandies en exemple avec ces versions de Windows à \$5.

A vrai dire, dans ces pays, il est des concurrents encore plus dangereux que les logiciels libres : le piratage et la contrefaçon. Avec un taux d'équipement « légal » inférieur à 10% en Chine. Taux qui s'explique entre autres facteurs par un pouvoir d'achat assez faible. Face à ce phénomène tout comme à la concurrence de Linux comme « RedFlag » en Chine, Microsoft propose des versions à très bas coût de Windows et Office. Et à l'instar des produits « premier prix » de la grande distribution en France, ce sont des versions dégradées fonctionnellement. Le recul est insuffisant pour valider ce modèle qui s'est appliqué initialement en Thaïlande, en Malaisie et Indonésie puis en Inde. Et pour les ventes de Windows en OEM via des constructeurs locaux.

The screenshot shows a Microsoft PressPass article. The main headline is "Windows XP Starter Edition Milestone: Helping Millions Cross the Digital Divide". The sub-headline reads: "More than 1 million families worldwide are now experiencing Windows-based PCs through Microsoft's operating system for beginner PC users in emerging markets." The article text begins with "REDMOND, Wash., Oct. 9, 2006 — Since the idea for Microsoft Windows XP Starter Edition was first hatched in June 2003, the Microsoft team responsible for it has visited families in emerging markets around the globe, met with prime ministers and information technology government officials, forged new connections with local and international PC manufacturers and overcome linguistic challenges. Along the way, the team has helped bring computer literacy to more than 1 million families who might not have otherwise had been able to purchase or use a PC." A photo of Will Poole, senior vice president of Microsoft's Market Expansion Group, is included. The article mentions that Poole was part of the team that initially responded to the Thai government's request for help in delivering computers to underserved populations. It also notes that Poole and his team were inspired by the response of families around the world learning and growing with their first Windows PCs. A "Related Links" section lists "Windows XP Starter Edition: Successive Steps - Oct. 2006" and "Fact Sheet: Windows XP Starter Edition Fact Sheet - Oct. 2006".

En France, la montée du libre a créé une pression commerciale sur Microsoft et d'autres acteurs, comme Oracle qui ne doit pas forcément apprécier la montée en puissance inexorable de MySQL. Mais jusqu'à présent, ces éditeurs ont plutôt tenu bon. D'autant plus que les marges commerciales des filiales ne sont pas très grandes par rapport à des politiques tarifaires définies à l'échelle mondiale. Surtout chez Microsoft.

Même dans le secteur public, les ristournes de Microsoft n'ont rien à voir avec les **chiffres mirobolants** annoncés il y a trois ans pour la Mairie de Paris. Les journalistes qui avaient relayé cette information comparaient simplement les prix publics à l'unité avec les prix pour ce client. Ces remises en volume sont déjà significatives, s'y est peut-être ajouté un geste commercial, mais pas de 60%! La pratique, de bon aloi, consiste plutôt à augmenter l'accompagnement autour des logiciels, comme avec du service, plutôt que de baisser les prix. En cela, cette stratégie est relativement classique : un acteur industriel a intérêt à protéger les prix de ses secteurs d'activité critiques et à éventuellement brader ce qui est moins critique.

Vous êtes ici : ZDNet.fr > News > Informatique > Microsoft brade ses licences pour ne

Microsoft brade ses licences pour ne pas perdre la Ville de Paris

Estelle Dumout, publié le 29 juin 2004

Tags: Business, Technologie, Politique, Linux, Informatique

Le géant américain aurait déjà proposé un rabais de 60% sur le prix de ses licences pour équiper pendant trois ans le parc de la mairie de Paris. Une tactique qui n'a pas porté ses fruits en Allemagne, où Munich a préféré l'option "logiciels libres".

Microsoft saura-t-il être plus convaincant à Paris qu'à Munich, pour empêcher la municipalité de se tourner vers les logiciels libres? Confrontée à l'éventualité de perdre le marché de la capitale française, la firme de Bill Gates emploie la même tactique qu'en Bavière, ou ailleurs face à des clients séduits par l'option Linux ou OpenOffice: consentir à des rabais conséquents sur le prix de ses licences.

Le pire, c'est que dans les six dernières années, les prix de Microsoft ont même eu plutôt tendance à augmenter. Notamment à l'occasion du lancement de leurs nouvelles formules de licensing en 2001, qui ont bien remué le Cigref, cette puissante association de DSI de grands comptes français. Au bout du compte, ce nouveau programme qui avait pour but d'annualiser les prix des logiciels a poussé de nombreux clients à étudier plus sérieusement l'alternative des logiciels libres. Mais force est de constater qu'à part quelques gros poissons du secteur public (Finances, Gendarmerie, Mairie de Paris), il n'y a pas eu de réelle vague de fond ni de tsunami. Ce qui n'empêche pas les grands clients français d'exercer des pressions sur Microsoft pour négocier les prix en agitant le chiffon rouge du libre, tout en espérant ne pas avoir à mettre en pratique la menace d'une migration, surtout sur les postes de travail, car cela bousculerait trop les habitudes des utilisateurs.

LeMondelInformatique.fr

Rechercher
Dans le site

Accueil
Rubriques
Technologie
Economie IT
Développement
Solutions PME
SSI
Emploi/Formation
Micro
Numérique
Agenda
Vidéos
Thèmes
LMI Blogs
Téléchargements
Conférences
Newsletters
Flux RSS
PartnerZone
Livres Blancs

Inscrivez-vous XML

Version imprimable Envoyer à un ami Recevez les news

Microsoft / Cigref : la paix est signée à Paris

Edition du 19/09/2003 - par Bertrand Lemaire

Unique au monde pour l'instant, l'accord signé le 18 septembre à l'hôtel George V à Paris d'une part par Steve Ballmer (CEO de Microsoft, à droite sur notre photo) et Christophe Aulnette (PDG de Microsoft France), d'autre part par Jean-Pierre Corniou (DSI de Renault et président du Cigref - Club informatique des grandes entreprises françaises - à gauche) scelle la réconciliation de l'éditeur de Redmond avec les grands comptes français. Plus qu'une réconciliation, le Cigref et Microsoft formalisent un dialogue qui n'a jamais cessé : d'un côté, l'éditeur s'engage à présenter ses nouvelles offres et leurs évolutions prévues avant leurs lancements afin de pouvoir tenir compte des remarques de ses grands clients avant qu'il ne soit trop tard ; d'autre part, le Cigref présentera régulièrement les attentes de ses membres, les principales grandes entreprises françaises.

ADTECH

Il en va certainement différemment du grand public. Mais là, ce n'est pas l'open source qui fait fureur. Ce sont les logiciels gratuits, open source ou pas. Il n'y a pas un journal informatique qui ne fasse pas régulièrement sa couverture sur les meilleurs logiciels gratuits du moment. J'en suis moi-même assez friand, surtout au niveau des utilitaires, car on a l'embarras du choix.

Vendre du logiciel grand public est devenu très difficile. Ce marché s'est transformé tout d'abord en direction de l'Internet, et ensuite, vers un financement par la publicité. A part les jeux, une grande partie du revenu grand public dans le logiciel provient de ventes via les constructeurs. Microsoft étant celui qui en profite le plus avec Windows.



Microsoft amoureux du libre?

A la fin du débat LCI, Emmanuel Paquette des Echos forçait le trait journalistique en présentant certaines actions récentes de Microsoft comme un revirement et un amour soudain pour les logiciels libres après les avoir traités de cancer.

Il ne faut évidemment pas pousser. Les actions de Microsoft sont de la real politik qui n'a rien à voir avec

l'adoption du libre. Il s'agit plutôt d'une gestion optimale de la coopération avec le libre : par l'intégration ou par des accords sur la propriété intellectuelle. Même si parfois, cela atteint un seuil assez original, tel la fourniture par Microsoft à ses clients de la **distribution SuSE de Novell**. Mais c'est pour mieux vendre des serveurs de consolidation tournant sous Windows, pas pour une soudaine adoption du libre. Même topo pour les licences **Shared Source** qui ne sont appliquées qu'à des logiciels relativement secondaires qui n'affectent pas le cœur du revenu de Microsoft.

Il en va de même avec les déclarations enflammées de grands acteurs comme IBM pour le libre. Vous vous souvenez de **leur annonce** il y a quelques années du milliard de \$ d'investissements dans Linux en 2000. En attendant, ils sont toujours le second éditeur de logiciels propriétaires au monde derrière Microsoft avec près de \$17B de revenu qui représentent presque à égalité avec les services, leur première source de profits. Et tout ça, c'est du bon vieux logiciel propriétaire... mais qui peut effectivement tourner sous Linux. Ils n'ont pas investi *dans* Linux, mais *sur* Linux. Nuance! Même topo pour Oracle et les autres. Ils supportent le libre. Oui, comme plate-forme système. Mais ils n'en ont pas pour autant adopté le modèle économique pour leurs produits stratégiques!

Par contre, Microsoft reste plus que coincé aux entourures par la nature virale de la licence GPL (c'était cela le cancer évoqué par **Steve Ballmer en 2001**, même si par simplicité, il évoquait le cas de Linux, qui est effectivement en GPL). Nature qui ne s'améliore pas avec la nouvelle GPL3 par la FSF qui est encore plus virale. On n'en parle pas beaucoup, mais cela explique pourquoi certaines discussions d'acquisitions de startups par Microsoft n'ont pas été concrétisées.

Conclusion

Mon propos n'est pas ici de dénigrer le libre, mais plutôt de remettre les choses à leur place en terme d'impact économique.

Oui, il faut aider l'industrie du logiciel en France, mais dans son ensemble et sans à priori sur les modèles économiques et sans favoritisme particulier pour les logiciels libres. De toutes manières, ils prennent naturellement leur place là où ils sont les mieux placés, comme sur Internet.

C'est un peu provoc, certainement, alors voyons les réactions...

Cet article a été publié le 21 juin 2007 et édité en PDF le 22 mars 2024.
(cc) Olivier Ezratty – “Opinions Libres” – <https://www.oezratty.net>